

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2003 — 571

[C — 2003/11040]

20 JANVIER 2003. — Arrêté royal fixant le programme, les conditions et le jury de l'examen pratique d'aptitude des "comptables agréés" et "comptables-fiscalistes agréés"

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, notamment l'article 51;

Vu l'avis du Conseil supérieur des professions économiques du 20 juin 2001;

Vu l'avis n° 32.902/3 du Conseil d'Etat, donné le 24 septembre 2002;

Sur la proposition de notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, chargé des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la loi : la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales;

2° l'Institut : l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés, créé par l'article 43 de la loi;

3° la loi-cadre : la loi-cadre du 1^{er} mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services;

4° les Chambres : les Chambres exécutives, visées à l'article 6, § 3, de la loi-cadre;

5° les Chambres d'appel : les Chambres d'appel, visées à l'article 6, § 3, de la loi-cadre;

6° le Conseil : le Conseil national, visé à l'article 6, § 3, de la loi-cadre;

7° le Bureau : le Bureau de l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés, visé à l'article 34 de l'arrêté royal du 27 novembre 1985 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de services;

8° la Commission du stage : le jury d'examen visé à l'article 51 de la loi et au chapitre IV du présent arrêté;

9° l'examen pratique d'aptitude : l'examen prévu à l'article 51 de la loi.

CHAPITRE II. — Programme de l'examen pratique d'aptitude

Art. 2. L'examen pratique d'aptitude a pour but de vérifier la capacité du candidat, à la fin de sa période de stage, à appliquer ses connaissances théoriques à la pratique de la profession de comptable agréé ou de comptable-fiscaliste agréé et son aptitude à exercer la profession dans le respect des lois et des règles déontologiques.

Art. 3. L'examen pratique d'aptitude comprend une épreuve écrite et une épreuve orale équivalentes, couvrant directement ou indirectement les matières suivantes :

1° comptabilité générale;

2° législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

3° principes généraux de gestion financière;

4° établissement, analyse et critique des comptes annuels;

5° organisation des services comptables et administratifs des entreprises;

6° taxe sur la valeur ajoutée;

7° impôt des personnes physiques;

8° impôt des sociétés;

9° procédures fiscales;

10° droit des sociétés et législation relative aux entreprises en difficulté;

11° principes des droits d'enregistrement et de succession;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2003 — 571

[C — 2003/11040]

20 JANUARI 2003. — Koninklijk besluit betreffende het programma, de voorwaarden en de examenjury voor het praktisch bekwaamheidsexamen van de "erkende boekhouders" en "erkende boekhouders-fiscalisten"

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, inzonderheid op artikel 51;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de economische beroepen van 20 juni 2001;

Gelet op het advies nr. 32.902/3 van de Raad van State, gegeven op 24 september 2002;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, belast met Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen;

2° het Instituut : het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten, opgericht bij artikel 43 van de wet;

3° de kaderwet : de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen;

4° de Kamers : de Uitvoerende Kamers, zoals bedoeld in artikel 6, § 3, van de kaderwet;

5° de Kamers van Beroep : de Kamers van Beroep zoals bedoeld in artikel 6, § 3, van de kaderwet;

6° de Raad : de Nationale Raad, zoals bedoeld in artikel 6, § 3, van de kaderwet;

7° het Bureau : het Bureau van het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten, zoals bedoeld in artikel 34 van het koninklijk besluit van 27 november 1985 tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van de beroepsinstellingen die voor de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn opgericht;

8° de Stagecommissie : de examenjury zoals bedoeld in artikel 51 van de wet en in hoofdstuk IV van dit besluit;

9° het praktisch bekwaamheidsexamen : het examen bedoeld in artikel 51 van de wet.

HOOFDSTUK II. — Programma van het praktisch bekwaamheidsexamen

Art. 2. Het praktisch bekwaamheidsexamen heeft tot doel na te gaan of de kandidaat aan het einde van zijn stageperiode in staat is om zijn theoretische kennis in de beroepspraktijk van een erkend boekhouder of erkend boekhouder-fiscalist toe te passen alsook of hij in staat is het beroep uit te oefenen met inachtneming van de wetten en de regels van plichtenleer.

Art. 3. Het praktisch bekwaamheidsexamen bestaat uit een schriftelijk en een mondelinge proef, welke gelijkwaardig zijn, rechtstreeks of onrechtstreeks handelend over volgende vakken :

1° algemene boekhouding;

2° wetgeving op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen;

3° algemene beginselen van het financieel beheer;

4° het opstellen, de analyse en de kritische beoordeling van de jaarrekening;

5° organisatie van de boekhoudingsdiensten en van de administratieve diensten van de onderneming;

6° belasting op de toegevoegde waarde;

7° personenbelasting;

8° vennootschapsbelasting;

9° belastingprocedures;

10° vennootschapsrecht en de wetgeving in verband met ondernemingen in moeilijkheden;

11° beginselen van registratie- en successie-rechten;

- 12° principes relatifs aux douanes et accises;
 13° principes de droit du travail et de la sécurité sociale;
 14° déontologie des comptables et comptables-fiscalistes agréés.

Art. 4. § 1^{er}. L'épreuve écrite de l'examen d'aptitude pour l'accès au titre de comptable agréé ou de comptable-fiscaliste agréé porte sur la résolution d'un ou plusieurs cas pratiques relatifs aux matières visées à l'article 3.

§ 2. Lors de l'épreuve écrite de l'examen d'aptitude pour l'accès au titre de comptable-fiscaliste agréé, une connaissance plus approfondie des matières visées à l'article 3, 6°, 7°, 8°, 9°, 11° et 12° sera exigée.

Art. 5. L'épreuve orale comporte un commentaire de l'épreuve écrite et une interrogation sur la pratique de la fonction, les missions, la responsabilité et la déontologie des comptables et comptables-fiscalistes agréés.

Seuls les candidats qui ont obtenu au moins cinquante pour cent des points après l'épreuve écrite, sont admis à l'épreuve orale.

Les candidats au titre de comptable-fiscaliste agréé doivent en outre avoir obtenu au moins soixante pour cent des points à l'épreuve écrite portant sur les matières mentionnées à l'article 4, § 2, pour être admis à l'épreuve orale.

CHAPITRE III. — Conditions relatives à l'admission et à l'organisation de l'examen pratique d'aptitude

Art. 6. Le candidat qui souhaite participer à l'examen pratique d'aptitude adresse une demande écrite à la Commission du stage, visée au chapitre IV.

Art. 7. Le candidat est admis à l'examen pratique d'aptitude dès lors qu'il a accompli son stage conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux directives édictées par le Conseil, qui doivent être respectées par le stagiaire comptable ou le stagiaire comptable-fiscaliste au cours de son stage.

L'Institut avertit par écrit dans le délai d'un mois le stagiaire qui a introduit une demande écrite, telle que visée à l'article 6, de la date du prochain examen pratique d'aptitude. Si le stagiaire ne satisfait pas aux conditions pour participer à l'examen pratique d'aptitude, il en est informé par écrit. Il peut introduire une nouvelle demande, conformément à l'article 6, dès qu'il satisfait aux conditions d'accès visées à l'alinéa premier.

Art. 8. L'examen pratique d'aptitude est organisé au moins deux fois par an par l'Institut et peut être passé dans une des trois langues nationales au choix du candidat.

Art. 9. Les résultats sont notifiés par l'Institut au candidat dans les trois mois de l'examen pratique d'aptitude et sont versés à son dossier.

Art. 10. Les candidats qui, après la partie orale, ont obtenu soixante pour-cent des points, ont réussi et sont considérés avoir introduit une demande d'inscription au tableau des titulaires de la profession visé à l'article 46 de l'arrêté royal du 27 novembre 1985 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de services. La liste des candidats qui ont réussi est transmise à la Chambre qui procédera à leur inscription au tableau des titulaires de la profession, conformément à l'article 8, § 1^{er}, 1°, de la loi-cadre.

Art. 11. Si le candidat n'a pas réussi conformément à l'article 10, il peut introduire par écrit une nouvelle demande, conformément à l'article 6 en vue d'être admis à l'examen pratique d'aptitude suivant et ce, jusqu'à l'expiration de la période maximale de stage de 36 mois visée à l'article 51 de la loi.

CHAPITRE IV. — La Commission du stage/Le jury d'examen

Art. 12. Une Commission du stage est instaurée au sein de l'Institut. Cette Commission du stage intervient comme jury d'examen, tel que visé à l'article 51 de la loi et est chargée de faire passer l'examen pratique d'aptitude organisé par l'Institut.

Art. 13. Dans l'exercice de sa mission, la Commission du stage dispose des moyens de surveillance et de contrôle les plus étendus. Elle peut déléguer à l'un ou plusieurs de ses membres les missions qui lui sont confiées.

- 12° beginselen van douane en accijnzen;
 13° beginselen van het arbeids- en sociaal zekerheidsrecht;

14° plichtenleer van de erkende boekhouders en boekhouders-fiscalisten.

Art. 4. § 1. De schriftelijke proef van het bekwaamheidsexamen voor de toegang tot de titel van erkend boekhouder of erkend boekhouder-fiscalist bestaat uit het oplossen van één of meer praktische toepassingsgevallen met betrekking tot de in artikel 3 omschreven materies.

§ 2. Bij de schriftelijke proef van het bekwaamheidsexamen voor de toegang tot de titel van erkend boekhouder-fiscalist wordt een grondigere kennis vereist van de vakken vermeld in artikel 3, 6°, 7°, 8°, 9°, 11° en 12°.

Art. 5. De mondelinge proef omvat de bespreking van de schriftelijke proef en een ondervraging over de praktijk van de functie, de opdrachten, de aansprakelijkheid en de plichtenleer van de erkende boekhouders en boekhouders-fiscalisten.

Alleen de kandidaten die bij de schriftelijke proef ten minste vijftig procent van de punten behaald hebben, worden tot de mondelinge proef toegelaten.

De kandidaten voor de titel van erkend boekhouder-fiscalist dienen bovendien bij de schriftelijke proef zestig procent van de punten te behalen voor de vakken bedoeld in artikel 4, § 2, om tot de mondelinge proef toegelaten te worden.

HOOFDSTUK III. — Voorwaarden betreffende de toelating tot en de organisatie van het praktisch bekwaamheidsexamen

Art. 6. De kandidaat die wenst deel te nemen aan het praktisch bekwaamheidsexamen, richt hiertoe een schriftelijk verzoek aan de stagecommissie, bedoeld in hoofdstuk IV.

Art. 7. De kandidaat wordt toegelaten tot het praktisch bekwaamheidsexamen van zodra hij zijn stage heeft volbracht overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen, alsook de door de Raad uitgevaardigde richtlijnen, die de stagiair-boekhouder of stagiair boekhouder-fiscalist dient na te leven tijdens zijn stage, heeft gerespecteerd.

Het Instituut stelt binnen een termijn van één maand de stagiair schriftelijk in kennis van de datum van het eerstvolgend praktisch bekwaamheidsexamen nadat deze een schriftelijke aanvraag heeft gedaan, zoals bedoeld in artikel 6. In geval de stagiair niet aan de vereisten beantwoordt om deel te nemen aan het praktisch bekwaamheidsexamen wordt hij hiervan schriftelijk op de hoogte gebracht. Hij kan een nieuwe aanvraag indienen overeenkomstig artikel 6 wanneer hij wel voldoet aan alle toelatingsvereisten zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 8. Het praktisch bekwaamheidsexamen wordt ten minste twee maal per jaar door het Instituut ingericht en kan worden afgelegd in één van de drie landstalen naar keuze van de kandidaat.

Art. 9. De uitslagen worden door het Instituut aan de kandidaat betekend binnen de drie maanden na het praktisch bekwaamheidsexamen en worden bij zijn dossier gevoegd.

Art. 10. De kandidaten die na het mondeling gedeelte zestig procent van de te behalen punten hebben, zijn geslaagd en worden geacht hun aanvraag te hebben gedaan tot inschrijving op het tableau zoals bedoeld in artikel 46 van het koninklijk besluit van 27 november 1985 tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van de beroepsinstellingen die voor de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn opgericht. De lijst van de geslaagde kandidaten wordt aan de Kamer overgemaakt. Zij schrijft hen in op het tableau van de beroepsbeoefenaars overeenkomstig artikel 8, § 1, 1°, van de kaderwet.

Art. 11. Indien de kandidaat niet is geslaagd overeenkomstig artikel 10, kan hij een nieuwe aanvraag richten overeenkomstig artikel 6 om tot het volgende praktisch bekwaamheidsexamen toegelaten te worden en dit tot aan het verstrijken van de maximale stageperiode van 36 maanden zoals voorzien bij artikel 51 van de wet.

HOOFDSTUK IV. — De stagecommissie/Examenjury

Art. 12. Er wordt een Stagecommissie opgericht binnen het Instituut. Deze Stagecommissie treedt op als examenjury, zoals bedoeld in artikel 51 van de wet, en is belast met het afnemen van het praktisch bekwaamheidsexamen dat georganiseerd wordt door het Instituut.

Art. 13. De Stagecommissie beschikt in de uitoefening van haar opdracht over de ruimste middelen inzake toezicht en controle. Zij kan de haar toevertrouwde opdrachten aan één of meerdere van haar leden opdragen.

Art. 14. § 1^{er}. La Commission du stage compte vingt membres effectifs, le président et le vice-président de l'Institut compris. Dix membres sont francophones et dix membres sont néerlandophones. Les membres effectifs sont, sur proposition du Bureau, désignés par le Conseil pour un terme renouvelable de quatre ans. Cette désignation se déroule lors de la deuxième réunion qui suit les élections du Conseil nouvellement constitué. Les nominations des membres de la Commission du stage sont soumises à l'approbation du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions.

§ 2. Les président et vice-président de l'Institut sont également président et vice-président de la Commission du stage.

§ 3. Le cas échéant, le Conseil peut, sur proposition du Bureau, nommer des membres suppléants dont le mandat expire en même temps que celui des membres effectifs élus conformément au § 1^{er}. Les membres suppléants peuvent seulement assister aux réunions de la Commission du stage lorsqu'ils sont convoqués en remplacement d'un membre effectif.

Art. 15. § 1^{er}. Il y a incompatibilité entre le mandat de membre de la Commission du stage et le mandat de :

- 1° Membre effectif ou suppléant de la Chambre;
- 2° Membre effectif ou suppléant de la Chambre d'appel.

§ 2. Le président et le vice-président exceptés, la Commission du stage peut comporter au maximum cinq membres d'expression néerlandaise et cinq membres d'expression française qui sont aussi membres du Conseil.

§ 3. Un membre francophone et un membre néerlandophone au moins doivent être professeurs ou chargés de cours dans une université, dans un établissement de l'enseignement supérieur de niveau universitaire ou dans un établissement de l'enseignement supérieur économique.

§ 4. Un des membres de la Commission du stage doit posséder une connaissance suffisante de la langue allemande.

§ 5. Les autres membres de la Commission du stage doivent être des membres de l'Institut ou des personnes choisies en fonction de leur connaissance spécifique des matières pertinentes pour la profession.

Art. 16. § 1^{er}. La Commission du stage se réunit sur convocation de son président ou, en cas d'absence, de son vice-président. Le membre qui est empêché prévient en temps utile le président.

§ 2. Les réunions de la Commission du stage sont présidées par le président ou, en son absence, par le vice-président. Si les deux sont absents, la séance est présidée par le membre le plus âgé. Le président faisant fonction dispose des mêmes prérogatives que le président.

§ 3. La Commission du stage délibère par rôle linguistique. Elle ne peut valablement délibérer que lorsque au moins six membres de chaque rôle linguistique sont présents. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

CHAPITRE V. — *Dispenses*

Art. 17. § 1^{er}. Les comptables agréés, membres de l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés, qui sont titulaires d'un diplôme permettant l'accès au titre de comptable-fiscaliste agréé, et qui sollicitent leur inscription au tableau des comptables-fiscalistes agréés, sont dispensés de l'accomplissement du stage. Ils sont inscrits par la Chambre au tableau des comptables-fiscalistes agréés moyennant la réussite de l'examen pratique d'aptitude relatif aux matières fiscales de l'article 3.

§ 2. C'est la Commission du stage qui sera chargée de faire passer l'examen pratique d'aptitude visé au § 1^{er}, lequel consistera en une épreuve orale.

Art. 14. § 1. De Stagecommissie bestaat uit twintig werkende leden, de voorzitter en de ondervoorzitter van het Instituut inbegrepen. Tien leden zijn Nederlandstalig en 10 leden zijn Franstalig. De werkende leden worden, op voorstel van het bureau, door de Raad aangewezen voor een hernieuwbare termijn van vier jaar. Dit gebeurt tijdens de tweede zitting van de nieuw samengestelde Raad volgend op de verkiezingen. De benoemingen van de leden van de Stagecommissie worden onderworpen aan de goedkeuring van de Minister die bevoegd is voor de Middenstand.

§ 2. De voorzitter en de ondervoorzitter van het Instituut zijn tevens voorzitter en ondervoorzitter van de Stagecommissie.

§ 3. In voorkomend geval, kan de Raad op voorstel van het Bureau, plaatsvervangende leden aanstellen van wie het mandaat eindigt samen met de werkende leden benoemd overeenkomstig § 1. De plaatsvervangende leden mogen de vergaderingen van de stagecommissie slechts bijwonen wanneer zij worden opgeroepen ter vervanging van een werkend lid.

Art. 15. § 1 Er bestaat onverenigbaarheid tussen het mandaat van lid van de Stagecommissie en het mandaat van :

- 1° werkend of plaatsvervangend lid van de Kamer;
- 2° werkend of plaatsvervangend lid van de Kamer van Beroep.

§ 2. De voorzitter en de ondervoorzitter uitgezonderd, telt de Stagecommissie ten hoogste vijf Nederlandstalige en vijf Franstalige leden die tevens lid zijn van de Raad.

§ 3. Ten minste één Franstalig en één Nederlandstalig lid moeten docent zijn aan een universiteit, een inrichting voor hoger onderwijs van universitair niveau of aan een inrichting voor hoger economisch onderwijs.

§ 4. Eén van de leden van de Stagecommissie moet beschikken over een voldoende kennis van de Duitse taal.

§ 5. De overige leden van de Stagecommissie moeten leden van het Instituut zijn of personen gekozen op grond van hun specifieke kennis van de materies relevant voor het beroep.

Art. 16. § 1. De Stagecommissie vergadert op uitnodiging van haar voorzitter of, bij diens afwezigheid, van haar ondervoorzitter. Het lid dat verhinderd is, verwittigt tijdig de voorzitter.

§ 2. De vergaderingen van de Stagecommissie worden voorgezeten door de voorzitter of, bij zijn afwezigheid, door de ondervoorzitter. Indien beiden afwezig zijn, wordt de vergadering voorgezeten door het oudste aanwezige lid. De dienstdoende voorzitter beschikt over dezelfde bevoegdheden als de voorzitter.

§ 3. De Stagecommissie beraadslaagt per taalrol. Zij kan slechts geldig beraadslagen wanneer ten minste zes leden aanwezig zijn. De beslissingen worden bij eenvoudige meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter doorslaggevend.

HOOFDSTUK V. — *Vrijstellingen*

Art. 17. § 1. De erkende boekhouders, leden van het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten, die over een diploma beschikken dat toegang verleent tot de titel van erkend boekhouder-fiscalist, en die hun inschrijving vragen op het tableau van de erkende boekhouders-fiscalisten, worden vrijgesteld van het volgen van een stage. Zij worden, na het met succes afleggen van een praktisch bekwaamheidsexamen over de fiscale materies van artikel 3, door de Kamer ingeschreven op het tableau van de erkende boekhouders-fiscalisten.

§ 2. Het praktisch bekwaamheidsexamen zoals bedoeld in § 1, bestaat uit een mondelinge proef die wordt afgenomen door de Stagecommissie.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 19. Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, chargé des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises
et Participations publiques, chargé des Classes moyennes,
R. DAEMS

HOOFDSTUK VI. — *Diverse bepalingen*

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 19. Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, belast met Middenstand, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 januari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven
en Participaties belast met Middenstand,
R. DAEMS

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2003 — 572 (2002 — 3675)

[2003/14030]

20 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 mai 1998 fixant les modalités d'application de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures relatives au transfert de certains agents de Belgacom à l'autorité fédérale en application de l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 329 du 17 octobre 2002, deuxième édition, p. 47522, dans la colonne « 405 », dans la tétière, il y a lieu de lire « 14 × 1/75,62 » au lieu de « 4 × 1/75,62 ».

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 573

[C — 2003/03071]

28 JANVIER 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal n° 23 du 29 décembre 1992 réglant les modalités d'application de l'article 53quinquies du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 53quinquies, inséré par la loi du 28 décembre 1992 et modifié par les lois du 7 mars 2002 et du 20 décembre 2002 et l'article 53octies, inséré par la loi du 28 décembre 1992 et modifié par la loi du 5 septembre 2001;

Vu l'arrêté royal n° 23 du 29 décembre 1992 réglant les modalités d'application de l'article 53quinquies du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux du 5 septembre 2001 et du 2 avril 2002, et l'annexe, remplacée par l'arrêté royal du 26 novembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le modèle de la liste annuelle des clients assujettis à qui des biens ou des services ont été délivrés doit être modifié afin de permettre le scannage, lequel est opérationnel depuis le 1^{er} janvier 2003;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 23 du 29 décembre 1992 réglant les modalités d'application de l'article 53quinquies du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié par les arrêtés royaux du 5 septembre 2001 et du 2 avril 2002, sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les assujettis visés à l'article 53quinquies, du Code, sont tenus de remettre à l'administration qui a la taxe sur la valeur ajoutée dans ses attributions, chaque année avant le 31 mars, pour chaque client assujetti

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2003 — 572 (2002 — 3675)

[2003/14030]

20 SEPTEMBER 2002. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 1998 tot vaststelling van de regels voor de toepassing van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen betreffende de overdracht van sommige personeelsleden van Belgacom aan de federale overheid met toepassing van artikel 3, § 1, 6^o, van de wet van 26 juli 1996 betreffende het realiseren van de budgettaire voorwaarden van de deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 329 van 17 oktober 2002, tweede editie, blz. 47522, in kolom « 405 », in de hoofding, gelieve te lezen: « 14 × 1/75,62 » in plaats van « 4 × 1/75,62 ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 573

[C — 2003/03071]

28 JANUARI 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 23 van 29 december 1992 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 53quinquies van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 53quinquies, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij de wetten van 7 maart 2002 en 20 december 2002 en op artikel 53octies, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij de wet van 5 september 2001;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 23 van 29 december 1992 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 53quinquies van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 september 2001 en 2 april 2002 en op de bijlage, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 november 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het model van de jaarlijkse opgave van de belastingplichtige afnemers aan wie goederen en diensten werden geleverd dient te worden gewijzigd teneinde de scanning, die werd opgestart vanaf 1 januari 2003, toe te laten;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 23 van 29 december 1992 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van artikel 53quinquies van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 september 2001 en 2 april 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« De belastingplichtigen bedoeld in artikel 53quinquies van het Wetboek, zijn gehouden ieder jaar vóór 31 maart, voor iedere belastingplichtige afnemer die krachtens artikel 50 van het Wetboek voor